

Explication de vote finale sur le BP 2013 Jean-Marc Pasquet

Chers collègues,

Nous avons amendé ce troisième budget de la mandature avec à l'esprit le contexte qui est le nôtre. Celui d'un environnement économique exécrable, l'empilement de budgets nationaux récessifs, celui d'une Europe trop timorée qui, certes, nous a affranchi de la contrainte de change, mais reste démunie d'outils budgétaires, de redistribution. Celui d'un contexte social qui sacrifie dans notre pays le quart de notre jeunesse condamnée à vivre en dessous du seuil de pauvreté.

Faudrait-il s'abstenir d'approuver tout ou partie de ce document en cédant à la facilité de la comparaison de l'austérité grecque ou espagnole? Ce serait faire preuve de cécité : l'exemple des régions espagnoles montre à quel point l'absence de contrôle de la dépense a précipité nombre d'entre elles en situation de faillite, à coups d'infrastructures éloignées des besoins des citoyens et autres prothèses de développement, d'aéroports. Qu'on en tire les enseignements : la dette maîtrisée, et c'est notre cas, c'est un puissant levier pour nos politiques, tomber dans son ivresse, c'est renoncer à la souveraineté.

Devrions-nous faire volte-face en reniant les budgets que nous avons adoptés ensemble en 2011, 2012 puisque le budget 2013 s'inscrit dans une remarquable continuité politique, stratégique, et une quasi-stabilité des crédits, à un niveau élevé. En trois années, nous aurons consacré ainsi près de 15 milliards à répondre à l'urgence francilienne en matière de Transports publics, à investir dans la priorité éducative, celle qui alimente l'angoisse et le sentiment de décrochage des familles, à soutenir l'effort national en matière de logement, à tisser des trames vertes et bleues. Nous n'avons pas eu besoin qu'on nous assigne à des compétences obligatoires pour agir là où nous avons acté d'absolues priorités.

Notre groupe a contribué dans ce travail d'amendement à renforcer nos solidarités, la culture comme ciment du lien social, ce sont des politiques clés. De même, avec ce budget, nous avançons, avec des politiques environnementales ambitieuses, notre contribution au Plan-climat.

Ce budget, c'est un budget d'engagement pour l'emploi. C'est d'une part le lancement des Contrats d'Avenir : oui, nous serons vigilants à l'insertion de ces milliers de jeunes, à leur formation, ces jeunes qui vont arriver par milliers dans nos collectivités, associations. Ces jeunes qui verront dans ces contrats de trois ans une perche qui leur est tendue pour démarrer dans la vie quand l'absence de formation, leur origine sociale et disons le, le faible d'intérêt des politiques publiques les condamnait jusqu'à maintenant à l'extrême précarité et à la relégation. Mais l'emploi, à la Région, c'est aussi les emplois tremplins, et le groupe EELV se réjouit que la majorité ait voté des amendements renforçant cette politique.

Pour nous, ce budget ne se résigne pas à accompagner l'existant. Non, il dresse de nouvelles pistes pour les Franciliennes et les Franciliens. Ainsi, malgré la faiblesse des ressources nouvelles pour le Pass Unique, la Région reste déterminée à mettre en place cette mesure d'égalité territoriale. En 2013, le dézouage pendant l'été sera une réponse concrète pour la mobilité des Franciliens, en particulier pour ceux qui ne partent pas en vacances (un sur deux).

Alors certes, ce budget ne sera pas exempt de critiques au moment de sa réalisation et nous poursuivrons, en Commissions, ce débat pour *rapprocher* ce que nous avons voté et ce que nous mettons en œuvre. Nous pouvons également faire mieux, différemment en innovant sur la démocratie participative, les paradis fiscaux, en rationalisant aussi : l'écologie est aussi une économie de ressources.

Mais au final, et si nous faisons à cet instant l'effort de s'extraire de nos échanges partisans, avons-nous posé avec ce budget 2013 un jalon supplémentaire vers l'Ile-de-

France de 2030 ? La réponse à cette question dépasse le seuil de notre assemblée. L'Acte III dont on voit bien dans ses prémisses la valse hésitation entre l'histoire départementale, le fait métropolitain et l'ambition régionale pourrait nous en faire douter. Si 2013 devra consolider le rôle des Régions dans notre mille-feuilles administratif, nous devons apporter la preuve, jour après jour, que notre institution est indispensable.

Citer Gramsci « les ombres entre deux mondes en transition ». Parce que le budget ici proposé permet de répondre à ce défi, le groupe EELV votera POUR le budget 2013.
